

<http://ujfp.org/spip.php?article7709>



Israël en tant que modèle pour la politique discriminatoire anti-migration de l'UE

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : mercredi 4 mars 2020

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par la Coordination Européenne des Comités et Associations pour la Palestine (ECCP), 15 mai 2019.

Publié en français le 2 mars 2020 sur le site de l'Agence Média Palestine.



Il s'agit d'une note d'information qui fournit des faits et des données supplémentaires sur le rôle d'Israël dans la politique anti-migratoire européenne. Elle souligne l'importance de l'appel conjoint pour un WorldwithoutWalls (un monde sans murs), lancé le 15 mai 2019, journée de la Nakba, par 73 réseaux et mouvements qui travaillent pour les droits du peuple palestinien et les droits des migrants à travers l'Europe.

Même si le concept d'Europe Forteresse remonte aux Accords de Schengen de 1985, la politique anti-migratoire de l'Union Européenne et de ses États membres s'est dramatiquement aggravée ces dernières années. De nombreux éléments de cette politique sont directement influencés par la politique israélienne et/ou utilisent la technologie israélienne pour les mettre en place.

Depuis 2002, où Israël a commencé à construire son Mur d'apartheid en Cisjordanie occupée et a écopé d'une condamnation mondiale à ce sujet, les murs de style israélien sont devenus un modèle pour la 'gestion des frontières'. Les murs sont devenus un signe de notre temps.

Aujourd'hui, 30 ans après la chute du Mur de Berlin, les États de la zone Schengen ont construit près de 1.000 km de murs, l'équivalent de plus de six fois la longueur totale du Mur de Berlin [1]. Et en plus de ces murs physiques, l'UE construit encore plus de 'murs virtuels' faits de technologie de surveillance sur terre et sur mer.

Les efforts de l'UE pour contrôler et hermétiquement fermer l'accès depuis la Méditerranée rapportent 68 millions de dollars à Elbit Systems pour la livraison de son système de patrouilles Hermès 900 fondé sur le drone tueur le plus

avancé de l'entreprise. Elbit Systems est la plus grande entreprise militaire d'Israël, pourvoyeuse essentielle du Mur d'Apartheid israélien, elle a fourni ces drones à l'armée israélienne, qui en fait l'éloge comme d'un « véritable apport prodigieux » [2] dans l'agression militaire de 2014 sur Gaza, qui a tué 2.250 Palestiniens, dont plus de 500 enfants [3]. FRONTEX a commandé [4] pour 4.75 millions d'euros [5] de drones aux Industries Aériennes Israéliennes (IAI) pour des missions de sécurité et de surveillance des côtes. Le projet de Sécurité Côtière de l'UE coopère avec la police israélienne pour détecter 'les humains qui surgissent de la mer' [6].

L'UE externalise ses frontières grâce à des accords passés avec d'autres États pour essayer de garder la souffrance des réfugiés hors de vue. S'ils peuvent atteindre les rivages et le territoire européens, les migrants doivent affronter au quotidien la criminalisation, le racisme, la discrimination et l'islamophobie.

Ceux qui, parmi eux, ne sont pas informés sont sévèrement affectés par la réalité quotidienne de l'exclusion, des rafles massives et des déportations. Le Tribunal Permanent des Peuples sur les Droits Fondamentaux des Migrants et des Réfugiés en est donc arrivé à la conclusion que « la politique et les pratiques de l'UE et de ses États membres sur l'immigration et l'asile constituent un déni total des droits fondamentaux des populations et des migrants et sont de véritables crimes contre l'humanité et, même si on peut ne pas les imputer à des responsables individuels, selon les définitions du droit pénal, on doit les reconnaître comme des « crimes de système » ». [7]

Cette politique répressive et déshumanisante est là aussi pour sécuriser les sociétés européennes. Parallèlement au bouclage des frontières de l'Europe, naît une vision où les migrants et tous ceux qui ne concordent pas avec la construction artificielle d'une Europe culturellement et ethniquement homogène sont considérés comme des « risques pour la sécurité » ou des « menaces ». Ce genre de concepts de suprématie et d'exclusivité sont au cœur du régime d'apartheid israélien. Ils alimentent directement le racisme et la militarisation et conduisent finalement aux tendances actuelles de criminalisation de tous ceux qui défendent les droits des migrants.

Alors qu'Israël refuse d'accueillir tous les migrants et réfugiés non juifs et continue de déposséder les Palestiniens, il essaie de se blanchir de ces crimes continuels en apportant une aide humanitaire à des migrants hors d'Israël.

L'organisation israélienne IsraAID, soutenue par le ministère israélien des Affaires Étrangères [8], a procuré de l'aide aux migrants en Grèce depuis 2015 [9], principalement dans l'île de Lesbos, principal point d'entrée entre la Turquie et l'UE. A Lesbos, depuis 2016, les migrants sont retenus dans une prison à ciel ouvert, avec interdiction de voyager vers l'Europe continentale. Les organisations israéliennes, parrainées par l'État, qui travaillent en Grèce, effacent l'identité des réfugiés palestiniens et, dans de nombreux cas, contribuent à la normalisation de l'enfermement des migrants dans des prisons à ciel ouvert comme Lesbos.

FINANCER L'APARTHEID ISRAÉLIEN

L'Union Européenne quadruplera son budget [10] de militarisation des frontières d'ici 2020, atteignant 21.3 milliards d'euros. L'UE accroît le financement du programme Frontex, entre autres pour mettre sur pied une armée permanente forte de 10.000 hommes [11] pour cibler les migrants. Et en plus, 40 % des 11.3 milliards d'euros pour la gestion des migrations seront consacrés aux déportations [12].

Ce budget en augmentation pour la politique anti-migratoire emmurant l'Europe sert en retour à soutenir l'industrie militaire israélienne. Le ministère israélien de la Défense a annoncé l'année dernière que l'Europe est une cible significative pour les transactions de défense, principalement en ce qui concerne la « défense des frontières » [13].

Israël est déjà le 7ème plus grand exportateur mondial d'armes et d'équipement militaire et, simplement grâce à sa capacité à vendre à travers la planète sa technologie et sa méthodologie, qu'il teste quotidiennement sur les Palestiniens, il peut perpétuer sa politique d'apartheid, d'occupation et de colonisation contre le peuple palestinien.

Traduction : J.Ch pour l'Agence Média Palestine

Source : stopthewall.org

[1] https://www.tni.org/files/publication-downloads/building_walls_-_full_report_-_english.pdf

[2] <http://www.ism-italia.org/wp-content/uploads/Defencenews20140812-Israeli-Forces-Praise-Elbit-UAVs-in-Gaza-Op-By-Barbara-Opall-Rome.pdf>

[3] <https://www.aljazeera.com/news/2017/02/israel-cabinet-warnings-2014-gaza-war-170228164840003.html>

[4] <http://www.iai.co.il/Shared/UserControls/Print/PopUp.aspx?lang=en&docid=49068>

[5] <https://refugeeobservatory.aegean.gr/en/how-security-industry-reaps-rewards-eu-migration-control>

[6] <http://safeshore.eu/objectives/>

[7] <https://transnationalmigrantplatform.net/migrantppt/final-document-ppt>

[8] https://mfa.gov.il/MFA/ForeignPolicy/Aid/Pages/Israel_on_frontline_international_aid.aspx

[9] <http://www.israaid.org/projects/greece>

[10] https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/budget-may2018-securing-external-borders_en.pdf

[11] https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/budget-may2018-securing-external-borders_en.pdf

[12] https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/budget-may2018-fair-migration-policy_en_0.pdf

[13] <https://www.haaretz.com/israel-news/israel-s-defense-export-sales-exceed-record-9-billion-1.6052046>